

INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION

2019



TRANSPARENCY
INTERNATIONAL
the global coalition against corruption

Transparency International est un mouvement mondial animé par une vision : un monde dans lequel les États, les entreprises, la société civile et les individus dans leur quotidien seraient épargnés par la corruption. Avec plus de 100 sections à travers le monde et un secrétariat international à Berlin, nous conduisons le combat contre la corruption pour faire de cette vision une réalité. Berlin, nous menons la lutte contre la corruption, afin de faire de cette aspiration une réalité.

#cpi2019

www.transparency.org/cpi

Toutes les dispositions ont été prises pour garantir l'exactitude des informations contenues dans le présent rapport. Toutes les informations étaient jugées correctes en janvier 2020. Néanmoins, Transparency International décline toute responsabilité dans l'utilisation de cette publication à d'autres fins ou dans d'autres contextes.

ISBN: 978-3-96076-136-5

2020 Transparency International. Sauf indication contraire, ce travail est sous licence CC BY-ND 4.0 DE. Citation autorisée. Veuillez contacter Transparency International - copyright@transparency.org - concernant les demandes de produits dérivés.



INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2019

TABLE DES MATIÈRES

2-3

Cartes et résultats

4-5

Résumé exécutif
Recommandations

6-8

Analyse mondiale

9-11

Intégrité politique
Transparence dans
le financement des
campagnes électorales
Prise de décision
politique

12-13

Amériques
États-Unis
Brésil

14-15

Asie Pacifique
Indonésie
Papouasie-Nouvelle-
Guinée

16-17

**Europe de l'Est & Asie
centrale**
Arménie
Kosovo

18-19

**Moyen-Orient &
Afrique du Nord**
Tunisie
Arabie saoudite

20-21

Afrique subsaharienne
Angola
Ghana

22-23

**Europe occidentale &
Union européenne**
Malte
Estonie

24-25

Problèmes au sommet

26

Méthodologie

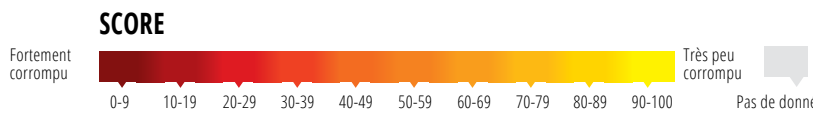
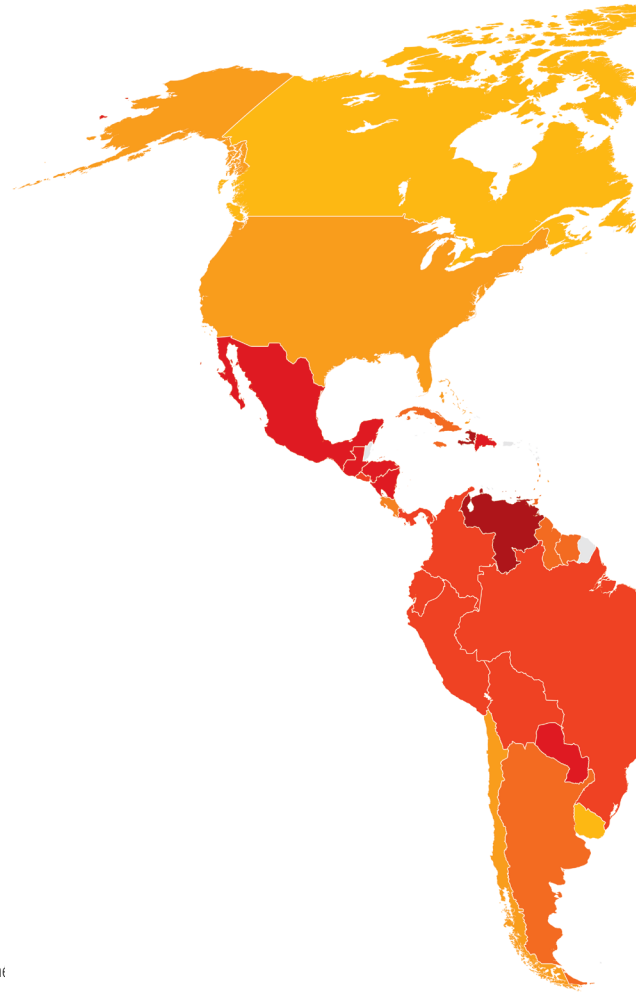
27-29

Notes de bas de page

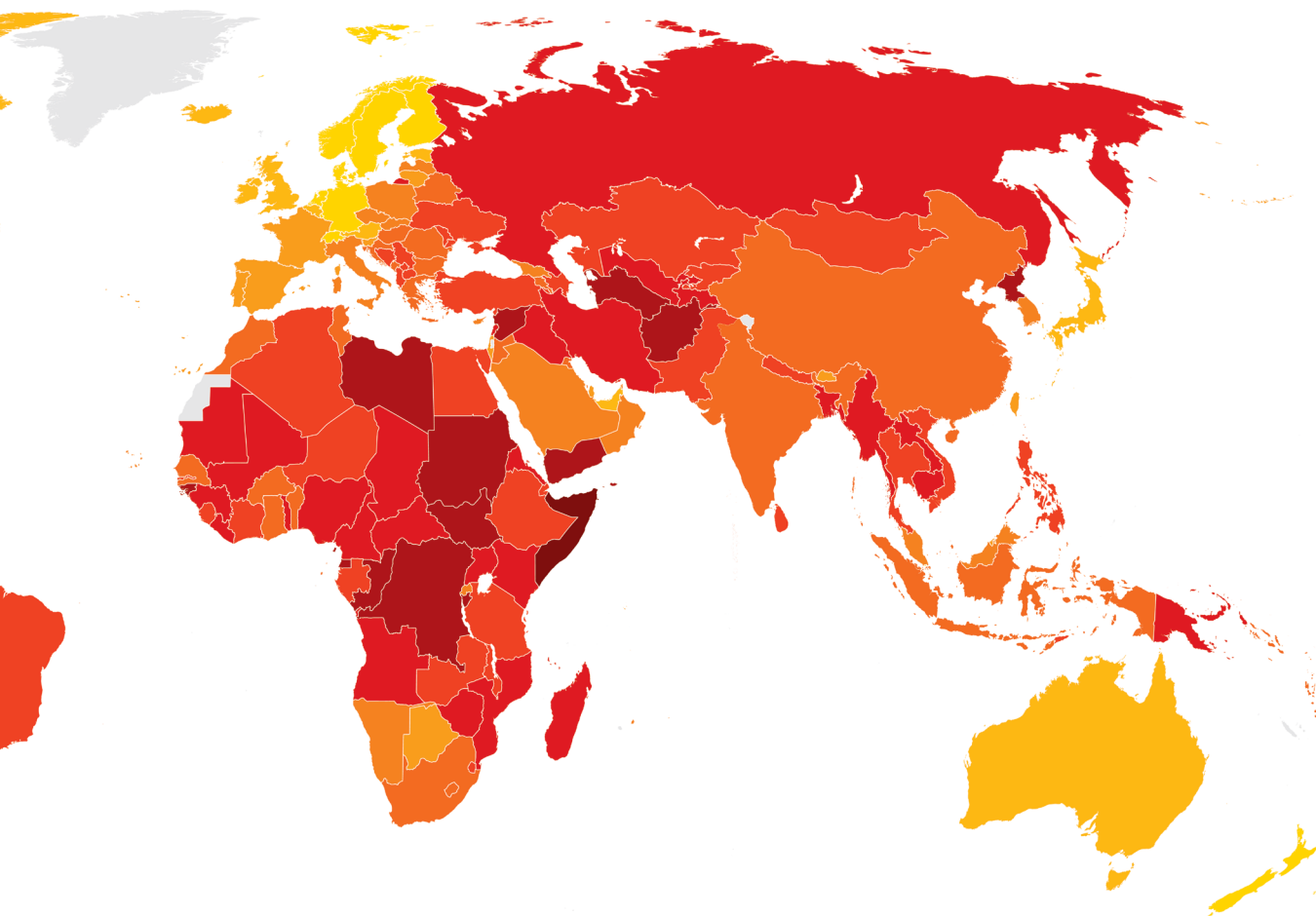
180 PAYS. 180 SCORES.

QUEL EST LE CLAS- SEMENT DE VOTRE PAYS ?

Les niveaux de perception de la corruption du secteur public dans 180 pays et territoires à travers le monde.



SCORE	PAYS/TERRITOIRE	RANG	SCORE	PAYS/TERRITOIRE	RANG	SCORE	PAYS/TERRITOIRE	RANG
87	Danemark	1	69	France	23	56	République Tchèque	44
87	Nouvelle-Zélande	1	69	États-Unis	23	45	Biélorussie	66
86	Finlande	3	68	Bhoutan	25	45	Monténégro	66
85	Singapour	4	67	Chili	26	45	Sénégal	66
85	Suède	4	66	Seychelles	27	44	Hongrie	70
85	Suisse	4	65	Taiwan	28	44	Roumanie	70
84	Norvège	7	64	Bahamas	29	44	Afrique du Sud	70
82	Pays-Bas	8	62	Barbade	30	44	Suriname	70
80	Allemagne	9	62	Portugal	30	43	Bulgarie	74
80	Luxembourg	9	62	Qatar	30	43	Jamaïque	74
78	Islande	11	62	Espagne	30	43	Tunisie	74
77	Australie	12	61	Botswana	34	42	Arménie	77
77	Autriche	12	60	Brunéi Darussalam	35	42	Bahreïn	77
77	Canada	12	60	Israël	35	42	Îles Salomon	77
77	Royaume-Uni	12	60	Lituanie	35	41	Bénin	80
76	Hong Kong	16	60	Slovénie	35	41	Chine	80
75	Belgique	17	60	Corée du Sud	39	41	Ghana	80
74	Estonie	18	59	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	39	41	Inde	80
74	Irlande	18	59	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	39	41	Maroc	80
73	Japon	20	58	Cap-Vert	41	40	Burkina Faso	85
71	Émirats arabes unis	21	58	Chypre	41	40	Guyane	85
71	Uruguay	21	58	Pologne	41	40	Indonésie	85
			56	Costa Rica	44	40	Koweït	85
						40	Lesotho	85
						40	Trinité-et-Tobago	85



39	Serbie	91	34	El Salvador	113	28	République dominicaine	137	24	Zimbabwe	158
39	Turquie	91	34	Kazakhstan	113	28	Kenya	137	23	Érythrée	160
38	Equateur	93	34	Népal	113	28	Liban	137	22	Nicaragua	161
38	Sri Lanka	93	34	Philippines	113	28	Liberia	137	20	Cambodge	162
38	Timor-Leste	93	34	Eswatini	113	28	Mauritanie	137	20	Tchad	162
37	Colombie	96	34	Zambie	113	28	Papouasie-Nouvelle-Guinée	137	20	Irak	162
37	Éthiopie	96	33	Sierra Leone	119	28	Paraguay	137	19	Burundi	165
37	Gambie	96	32	Moldavie	120	28	Russie	137	19	Congo	165
37	Tanzanie	96	32	Niger	120	28	Ouganda	137	19	Turkménistan	165
37	Vietnam	96	32	Pakistan	120	28	Angola	146	18	République démocratique du Congo	168
36	Bosnie-Herzégovine	101	31	Bolivie	123	26	Bangladesh	146	18	Guinée Bissau	168
36	Kosovo	101	31	Gabon	123	26	Guatemala	146	18	Haïti	168
36	Panama	101	31	Malawi	123	26	Honduras	146	18	Libye	168
36	Pérou	101	30	Azerbaïdjan	126	26	Iran	146	17	Corée du Nord	172
36	Thaïlande	101	30	Djibouti	126	26	Mozambique	146	16	Afghanistan	173
35	Albanie	106	30	Kirghizistan	126	26	Nigeria	146	16	Guinée équatoriale	173
35	Algérie	106	30	Ukraine	126	25	Cameroun	153	16	Soudan	173
35	Brésil	106	29	Guinée	130	25	République Centrafricaine	153	16	Venezuela	173
35	Côte d'Ivoire	106	29	Laos	130	25	Comores	153	15	Yémen	177
35	Égypte	106	29	Maldives	130	25	Tadjikistan	153	13	Syrie	178
35	Macédoine du Nord	106	29	Mali	130	25	Ouzbékistan	153	12	Soudan du Sud	179
35	Mongolie	106	29	Méxique	130	24	Madagascar	158	9	Somalie	180
			29	Myanmar	130						
			29	Togo	130						

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'Indice de Perception de la Corruption 2019 révèle qu'un nombre impressionnant de pays ne montrent que peu ou pas de signes d'amélioration dans la lutte contre la corruption. Notre analyse suggère également que la réduction de l'influence de l'argent en politique et la promotion de processus de prise de décision inclusifs sont essentielles pour lutter contre la corruption.

L'année dernière, les mouvements anti-corruption à travers le monde ont pris de l'ampleur et des millions de personnes se sont réunies pour dénoncer la corruption dans leurs gouvernements.

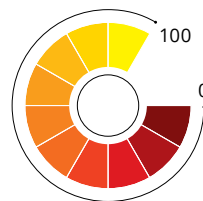
De l'Amérique latine, l'Afrique du Nord et l'Europe de l'Est au Moyen-Orient et à l'Asie centrale, les manifestations ont fait la une des journaux et les citoyens de Santiago, Prague, Beyrouth et bien d'autres villes sont descendus dans les rues pour exprimer leurs frustrations.

De la fraude qui survient aux plus hauts niveaux du gouvernement à la petite corruption qui bloque l'accès aux services publics de base comme les soins de santé et l'éducation, les citoyens en ont assez des dirigeants et des institutions corrompus. Cette frustration alimente un manque croissant de confiance dans le gouvernement et entame davantage la confiance du public dans les dirigeants politiques, les élus et la démocratie.

L'état actuel de la corruption témoigne de la nécessité d'une

plus grande intégrité politique dans de nombreux pays. Pour avoir une chance de freiner la corruption, les gouvernements doivent renforcer les freins et contrepoids, limiter l'influence de l'argent en politique et assurer une large contribution à la prise de décisions politiques. Les politiques et les ressources publiques ne devraient pas être déterminées par le pouvoir économique ou l'influence politique, mais par une consultation équitable et une allocation budgétaire impartiale.

180 PAYS NOTÉS



L'IPC UTILISE UNE ÉCHELLE DE 0 À 100

L'IPC note 180 pays et territoires selon leurs niveaux perçus de corruption dans le secteur public, sur la base d'appréciations d'experts et d'hommes d'affaires.

100 signifie **très peu corrompu**, et 0 signifie **très corrompu**.

2/3 DES PAYS ONT UN SCORE SOUS

LE SCORE MOYEN EST DE

50/100

43/100

Recommandations

Pour mettre fin à la corruption et rétablir la confiance dans la politique, il est impératif d'empêcher les occasions de corruption politique et de promouvoir l'intégrité des systèmes politiques. Transparency International recommande :



GÉRER LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Les gouvernements devraient réduire le risque d'influence induite dans l'élaboration des politiques en renforçant les contrôles des intérêts financiers et autres des fonctionnaires. Les gouvernements devraient également aborder la question du pantouflage, établir des délais de rétractation pour les anciens fonctionnaires et veiller à ce que les règles soient correctement appliquées et sanctionnées.



RÉGLER LES ACTIVITÉS DE LOBBYING

Les gouvernements devraient promouvoir un accès ouvert et complet au processus de prise de décision et consulter un plus large éventail de groupes, au-delà de lobbyistes disposant de moyens financiers importants et de quelques intérêts privés. Les activités de lobbying devraient être publiques et facilement accessibles.



RENFORCER LES FREINS ET LES CONTREPOIDS

Les gouvernements doivent promouvoir la séparation des pouvoirs, renforcer l'indépendance de la justice et préserver les freins et contrepoils.



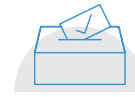
CONTRÔLER LE FINANCEMENT POLITIQUE

Afin d'éviter un excès d'argent et d'influence en politique, les gouvernements devraient améliorer et appliquer correctement les réglementations concernant le financement des campagnes. Les partis politiques devraient également publier leurs sources de revenus, leurs actifs et prêts, et les gouvernements devraient donner aux agences de surveillance des mandats plus importants et des ressources appropriées.



LUTTER CONTRE LES TRAITEMENTS PRÉFÉRENTIELS

Les gouvernements devraient créer des mécanismes pour veiller à ce que la prestation de services et l'allocation des ressources publiques ne soient pas motivées par des relations personnelles ou orientées vers des groupes d'intérêts spéciaux au détriment de l'intérêt général.



RENFORCER L'INTÉGRITÉ ÉLECTORALE

Pour que la démocratie soit efficace contre la corruption, les gouvernements doivent garantir que les élections soient libres et équitables. Il est essentiel de prévenir et de sanctionner les campagnes d'achat de votes et de désinformation pour rétablir la confiance dans le gouvernement et garantir que les citoyens puissent utiliser leur vote pour punir les politiciens corrompus.

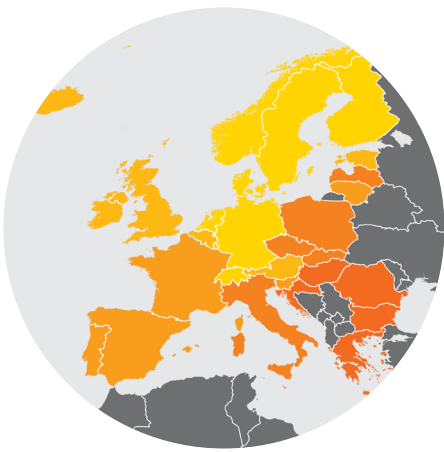


DONNER LE POUVOIR AUX CITOYENS

Les gouvernements devraient protéger les libertés civiles et les droits politiques, y compris la liberté d'expression et la liberté d'association. Les gouvernements devraient impliquer la société civile et protéger les citoyens, les activistes, les lanceurs d'alerte et les journalistes dans leurs efforts de surveillance et de dénonciation de la corruption.

ANALYSE MONDIALE

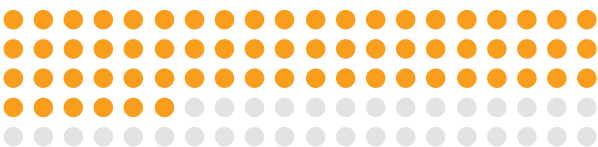
L'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de cette année montre que la corruption est plus répandue dans les pays où de grosses sommes d'argent peuvent circuler librement dans les campagnes électorales et où les gouvernements n'écoutent que les voix d'individus riches ou influents.



REGION AU SCORE LE PLUS ÉLEVÉ

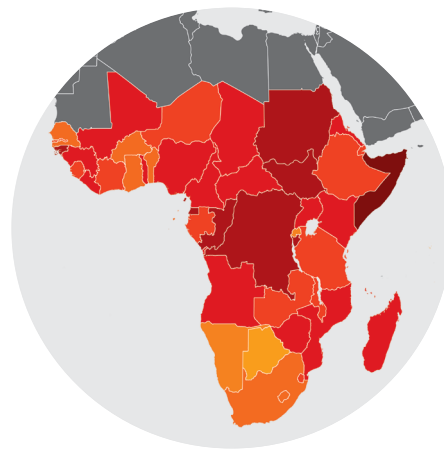
EUROPE OCCIDENTALE & UNION EUROPÉENNE

66 /100



SCORE RÉGIONAL MOYEN

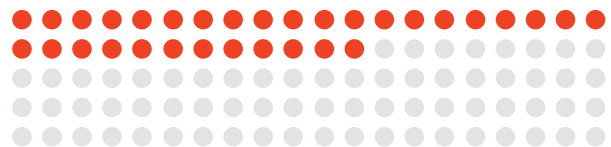
DEPUIS 2018



RÉGION AU SCORE LE PLUS FAIBLE

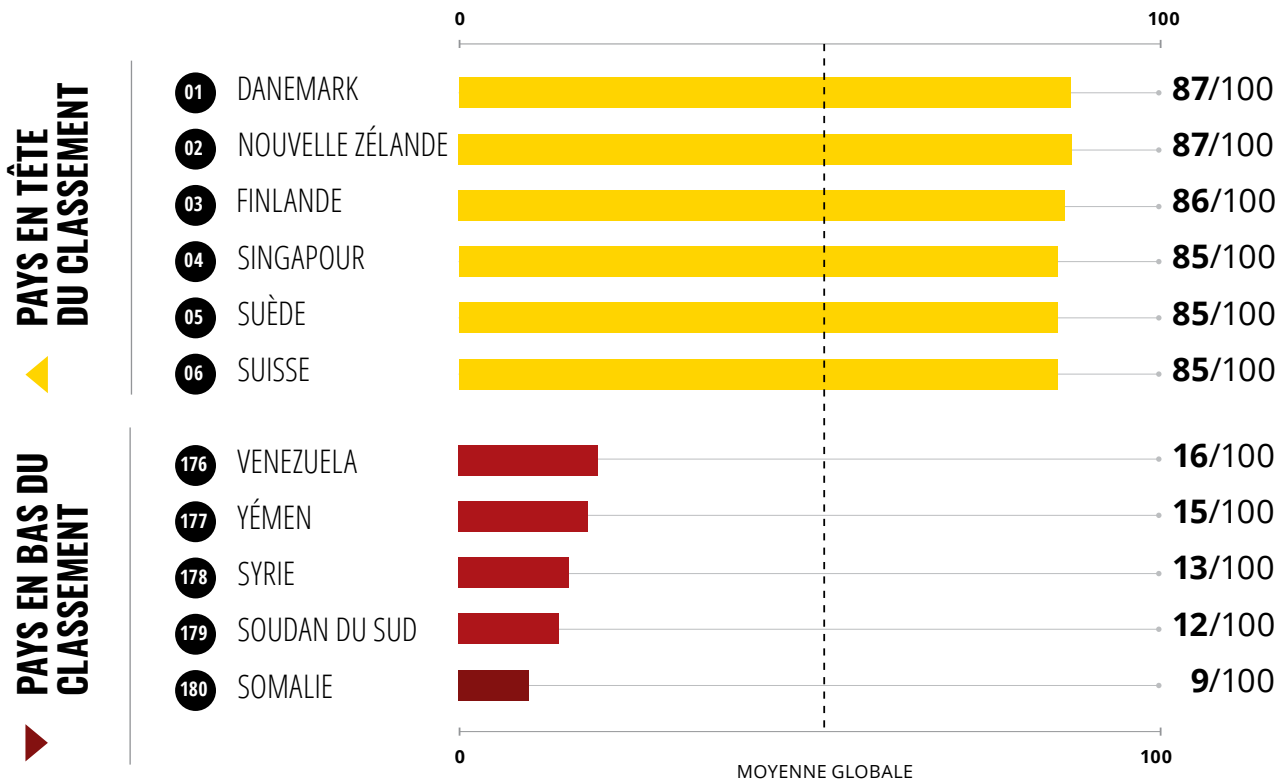
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

32 /100



SCORE RÉGIONAL MOYEN

DEPUIS 2018



L'IPC note 180 pays et territoires selon leurs niveaux perçus de corruption dans le secteur public, sur la base d'appréciations d'experts et de chefs d'entreprise. Cet indice utilise une échelle de zéro à 100, où zéro correspond à un pays extrêmement corrompu et 100 à un pays sans corruption.

Plus des deux tiers des pays obtiennent un score inférieur à 50 sur l'IPC de cette année, avec une note moyenne de seulement 43.

Comme pour les années précédentes, les données montrent qu'en dépit de certains progrès, la majorité des pays ne parviennent toujours pas à lutter efficacement contre la corruption dans le secteur public.

Les pays qui ont les scores les plus élevés sont la Nouvelle-Zélande et le Danemark, tous deux avec un score de 87, suivis de la Finlande (86), Singapour (85), la Suède (85) et la Suisse (85).

Les pays qui ont les scores les plus faibles sont la Somalie, le Soudan du Sud et la Syrie avec des scores de 9, 12 et 13, respectivement. Ces pays sont suivis de près par le Yémen (15), le Venezuela (16), le Soudan (16), la Guinée équatoriale (16) et l'Afghanistan (16).

“ Les gouvernements doivent s'attaquer de toute urgence au rôle corrupteur des grosses sommes d'argent dans le financement des partis politiques et à l'influence indue qu'elles exercent sur nos systèmes politiques.

Delia Ferreira Rubio
Présidente
Transparency International



Au cours des huit dernières années, seuls 22 pays ont considérablement amélioré leur score sur l'IPC, dont la Grèce, le Guyane et l'Estonie. Au cours de la même période, 21 pays ont vu leur score baisser, dont le Canada, l'Australie et le Nicaragua. Dans les 137 pays restants, les niveaux de corruption montrent peu ou pas de changements.

Depuis 2012:

22



PAYS ONT PROGRESSÉ*

Dont les pays suivants :

- Grèce (+12)
- Guyane (+12)
- Estonie (+10)

21



PAYS ONT DÉCLINÉ*

Dont les pays suivants :

- Canada (-7)
- Nicaragua (-7)
- Australie (-8)

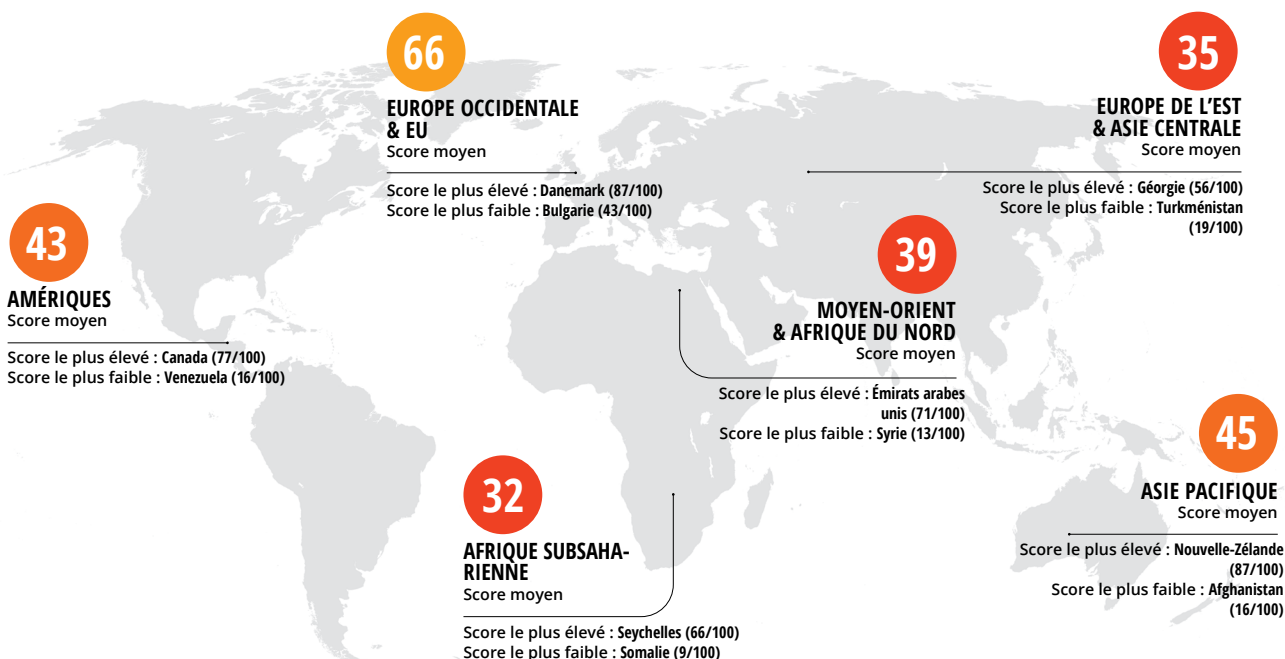


LES AUTRES PAYS N'ONT QUE PEU, VOIRE PAS, PROGRESSÉ DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION CES DERNIÈRES ANNÉES

* Dans ces six exemples, le score du pays a changé de manière significative entre 2012 et 2019

RÉSULTATS PAR RÉGION

Scores régionaux moyens, avec des performances supérieures et inférieures dans chaque région.



INTÉGRITÉ POLITIQUE

Il est essentiel de garder l'argent en dehors de la politique pour s'assurer que la prise de décision politique serve l'intérêt public et limiter les possibilités de corruption.

Cette année, notre recherche met en évidence la relation entre la politique, l'argent et la corruption. Les flux non réglementés de grosses sommes d'argent en politique rendent également les politiques publiques vulnérables à une influence indue. Les pays où les réglementations sur le financement des campagnes sont plus strictes ont des niveaux de corruption plus faibles, comme le montre l'IPC.

Les pays où les réglementations sur le financement des campagnes sont complètes et systématiquement appliquées ont un score moyen de 70 sur l'IPC, alors que les pays où ces réglementations sont soit inexistantes, soit mal appliquées obtiennent respectivement une

moyenne de 34 et 35. Soixante pour cent des pays qui ont considérablement amélioré leur score de l'IPC depuis 2012 ont également renforcé l'application de la réglementation sur le financement des campagnes.

En outre, lorsque les décideurs n'écoutent que des individus et des groupes riches ou politiquement connectés, ils le font souvent aux dépens des citoyens qu'ils représentent.

Les pays ayant des processus de consultation plus larges et plus ouverts ont un score moyen de 61 sur l'IPC. En revanche, dans les pays où il y a peu ou pas de consultation, le score moyen n'est que de 32.

Une grande majorité de pays dont le score de l'IPC a considérablement diminué depuis 2012 n'engagent pas les acteurs politiques, sociaux et économiques les plus pertinents dans la prise de décision politique.

Les pays avec des scores d'IPC plus faibles montrent également une concentration plus élevée du pouvoir politique parmi les citoyens fortunés.¹ Dans l'ensemble, il y a une perception populaire inquiétante selon laquelle les riches achèteraient les élections, à la fois dans certains des pays les moins bien notés sur l'IPC, ainsi que dans certains pays qui ont un score plus élevé, comme les États-Unis.²



“ Pour avoir une chance de mettre fin à la corruption et d'améliorer la vie des citoyens, nous devons nous attaquer à la relation entre la politique et l'argent. Tous les citoyens doivent être représentés dans la prise de décision.

Patricia Moreira
Directrice générale
Transparency International

TRANSPARENCE DANS LE FINANCEMENT DES CAMPAGNES FINANCE

Une plus grande transparence concernant les dons de campagne est associée à des niveaux inférieurs de corruption. Chaque point représente le score de l'IPC 2019 d'un pays et les cercles représentent le score moyen de l'IPC par rapport à la force d'application de la loi.³



BOSNIE-HERZÉGOVINE

36 ▼

Avec un score de 36, la Bosnie-Herzégovine montre une baisse considérable de six points sur l'IPC depuis 2012. Le pays souffre également de la faible application de la réglementation sur le financement des campagnes. Lors des élections de 2018, les partis politiques et les organisations de la société civile ont exprimé leurs inquiétudes concernant des irrégularités de vote, des menaces contre les électeurs, le mauvais usage des ressources publiques et l'inégalité d'accès aux médias.⁴

CORÉE DU SUD

59 ▲

Avec un score de 59, la Corée du Sud a considérablement progressé en gagnant six points sur l'IPC depuis 2016. Bien qu'une grande partie des financements de campagne provienne de dons privés, les contributions sont bien réglementées et les réglementations sont appliquées.⁵ De nombreux élus et parlementaires ont perdu leurs fonctions ou leur siège en raison de violations de ces réglementations.

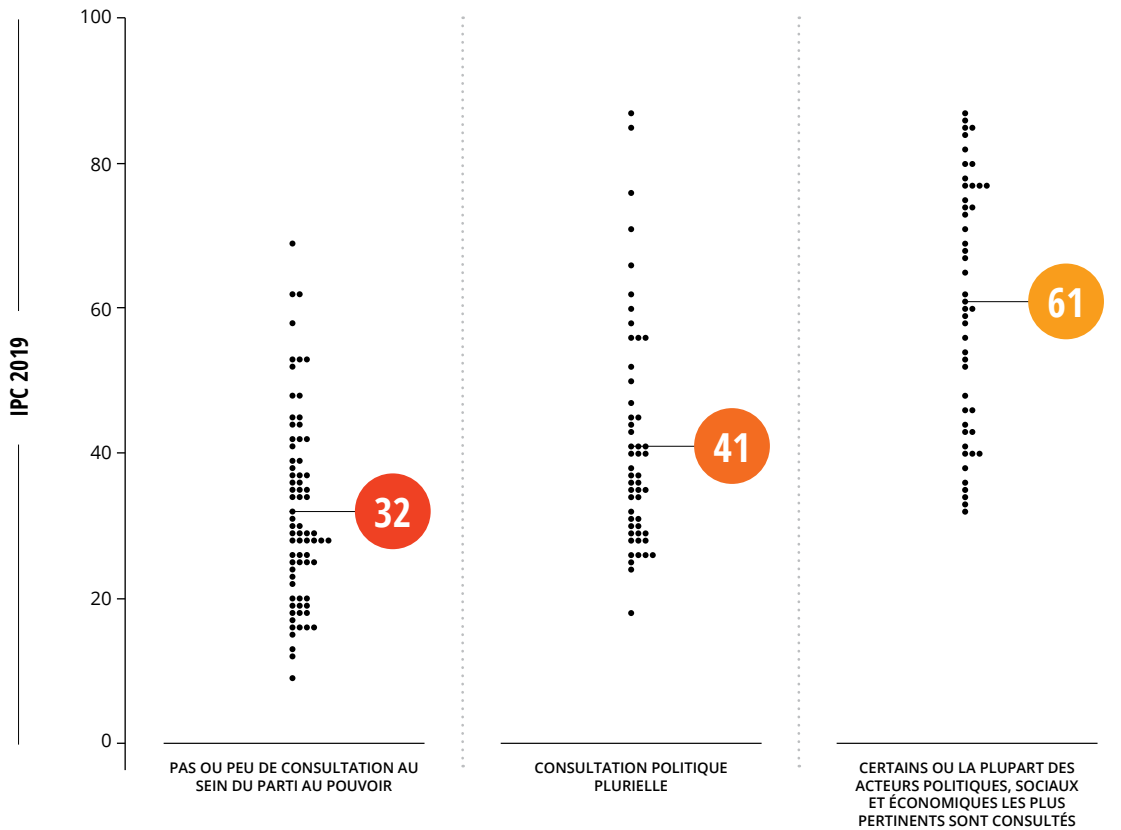
CÔTE D'IVOIRE

35 ▲

Cette année, la Côte d'Ivoire obtient 35 points sur l'IPC, soit une augmentation significative de six points depuis 2012. Les réglementations sur le financement des campagnes sont partiellement appliquées dans le pays. Depuis 2010, peu de plaintes ont été enregistrées concernant des irrégularités dans les élections. Les observateurs internationaux ont jugé les élections inclusives et transparentes, du processus d'inscription des candidats au dépouillement des votes.⁶

PRISE DE DÉCISION POLITIQUE

Une consultation large dans la prise de décision politique est associée à de faibles niveaux de corruption. Chaque point représente le score de l'IPC 2019 d'un pays et les cercles représentent le score moyen de l'IPC par rapport à l'ampleur des consultations réalisées.⁷



VARIETIES OF DEMOCRACY (V-DEM) 2019 "AMPLITUDE DE LA CONSULTATION"

NICARAGUA

22 ▼

Avec un score de 22, le Nicaragua connaît une baisse considérable de sept points sur l'IPC depuis 2012. Il y a peu ou pas de consultation sur les décisions politiques avec les groupes politiques, sociaux et économiques du pays. La société civile et les partis d'opposition sont systématiquement exclus du processus politique, tandis que les groupes critiques à l'égard du gouvernement opèrent dans un environnement de plus en plus restrictif.⁸

ÉQUATEUR

38 ▲

Depuis 2016, l'Équateur a considérablement progressé en gagnant six points et a cette année un score de 38 sur l'IPC. Au cours des deux dernières années, le gouvernement a annulé certaines restrictions imposées à la société civile. Malgré ces développements positifs, le gouvernement conserve un pouvoir réglementaire excessif sur les ONG et il reste à établir comment il réagira aux récentes manifestations dans le pays.⁹

TURQUIE

35 ▼

Cette année, la Turquie a un score de 35 points sur l'IPC, soit une baisse significative de 10 points depuis 2012. Il y a peu d'espace pour la prise de décision consultative dans le pays. Le gouvernement a récemment réprimé les ONG, fermé au moins 1 500 fondations et associations et saisi leurs avoirs, tout en continuant à harceler, arrêter et poursuivre les dirigeants de la société civile.¹⁰

AMÉRIQUES

Avec un score moyen de 43 pour la quatrième année consécutive, la région Amériques ne fait pas de progrès significatifs dans la lutte contre la corruption.

32

PAYS ÉVALUÉS

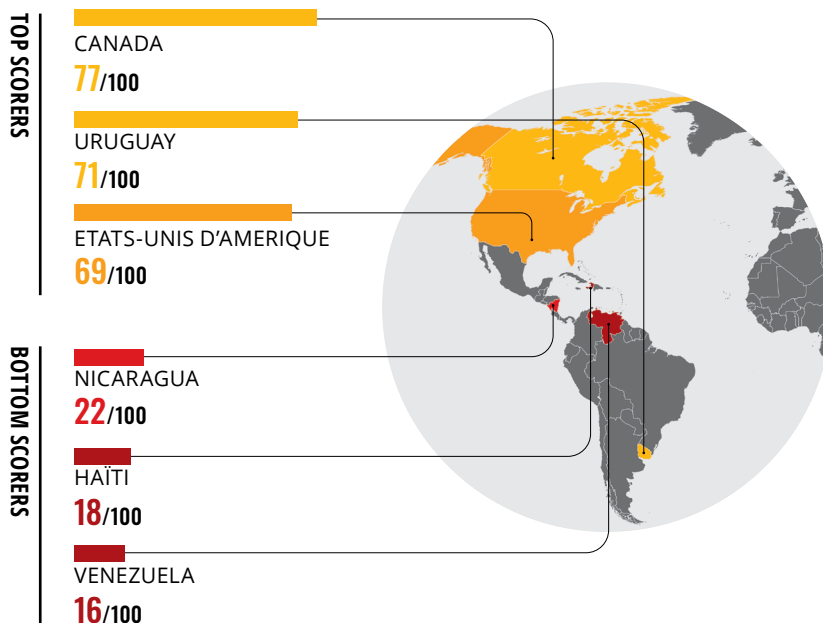
43/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

Bien que le Canada reste l'un des pays les mieux notés, avec un score de 77 sur 100, le pays a perdu quatre points depuis l'année dernière et sept points depuis 2012. Le Venezuela se place au bas du classement régional avec un score de 16 et figure également parmi les cinq scores mondiaux les plus faibles.

La région est confrontée à des défis importants de la part des dirigeants politiques qui agissent dans leur propre intérêt au détriment des citoyens qu'ils représentent. Plus précisément, les plus grands défis à affronter concernent le financement des partis politiques et l'intégrité électorale.

Par exemple, l'enquête Lava Jato¹¹, ou « Opération Car Wash », qui a révélé un cas de corruption s'étendant à au moins 10 pays d'Amérique latine,



souligne une forte hausse des contributions ou dons politiques illégaux dans le cadre d'un des plus grands scandales de corruption de l'histoire.¹²

Odebrecht, le géant brésilien de la construction au cœur de l'affaire, a été condamné pour avoir versé 1 milliard de dollars de pots-de-vin au cours des 15 dernières années, y compris aux dirigeants politiques du Brésil, du Pérou et de l'Argentine lors d'élections.

Avec des scores de 22 et 29 respectivement, le Nicaragua et le Mexique montrent un déclin significatif dans le classement de l'IPC depuis 2012. Bien que le récent Baromètre mondial de la corruption - Amérique latine et Caraïbes¹³ révèle l'achat de votes et d'autres problèmes de corruption

au Mexique, une récente réforme anti-corruption, ainsi qu'un nouveau bureau du procureur général juridiquement autonome, représentent des changements positifs.¹⁴

Au Nicaragua, les troubles sociaux et les violations des droits de l'homme sont en augmentation.¹⁵ Les services publics et la prise de décision consultative font cruellement défaut dans le pays.

Avec un score de 40, le Guyana est nettement en progrès dans l'IPC depuis 2012.¹⁶ Bien qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, le gouvernement fait preuve de volonté politique pour tenir les anciens politiciens responsables de l'utilisation abusive des ressources de l'État.

PAYS À SURVEILLER

États-Unis d'Amérique

Avec un score de 69, les États-Unis perdent deux points depuis l'année dernière pour obtenir leur score le plus bas sur l'IPC en huit ans. Ce résultat survient à un moment où la confiance des Américains dans le gouvernement est à un creux historique de 17%¹⁷, selon le Pew Research Center.

Les États-Unis sont confrontés à un large éventail de défis, de menaces à leur système

de freins et contrepoids¹⁸, et l'influence sans cesse croissante d'intérêts spéciaux au sein du gouvernement¹⁹, à l'utilisation de sociétés écrans anonymes par des criminels, des individus corrompus et même des terroristes, pour cacher des activités illicites.²⁰

Alors que le président Trump a fait campagne sur la promesse « d'assécher le marais » et de faire fonctionner le gouvernement pas seulement pour les initiés de Washington

et les élites politiques, une série de scandales, de démissions et d'allégations de comportements contraires à l'éthique suggèrent que la culture du « payer pour participer » (« pay-to-play ») ne fait que se renforcer.²¹ En décembre 2019, la Chambre des représentants des États-Unis a officiellement lancé une procédure de destitution contre le président Trump pour abus de pouvoir et obstruction au Congrès²².

La plainte d'un lanceur d'alerte a déclenché le processus de destitution, rappelant par là même la nécessité de protéger et d'élargir l'environnement juridique et quotidien des lanceurs d'alerte et d'éviter la honte et le blâme qui s'ensuivent souvent si leur identité est révélée.²³

Photo : Michael Fleshman <https://flic.kr/p/eJrGgh> CC BY-NC 2.0



Brésil

La corruption reste l'un des principaux obstacles au développement économique et social du Brésil. Avec un score de 35, le plus bas depuis 2012, le Brésil stagne.

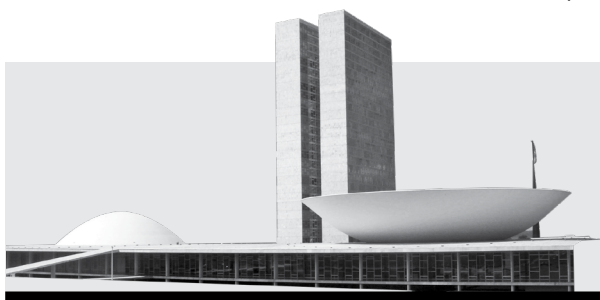
Après les élections nationales de 2018, fortement influencées par un programme anti-corruption, le

Brésil a connu une série de reculs dans ses cadres juridiques et institutionnels anti-corruption.²⁴ Le pays a également fait face à des difficultés à faire avancer de vastes réformes de son système politique.

Les reculs comprennent une injonction de la Cour suprême qui a pratiquement paralysé le système de lutte contre le blanchiment d'argent du Brésil²⁵ et une enquête illégale qui visait

secrètement des agents des forces de l'ordre.²⁶

Les défis actuels concernent l'ingérence politique croissante du président Bolsonaro dans les institutions anti-corruption et l'approbation par le Congrès d'une législation qui menace l'indépendance des agents chargés de l'application des lois et la responsabilité des partis politiques.



Les progrès dans le programme anti-corruption du Brésil sont menacés et l'impunité croissante menace d'affaiblir la démocratie et de déstabiliser le pays.

Photo : Mario Roberto Duran Ortiz/Wikimedia Commons

ASIE PACIFIQUE

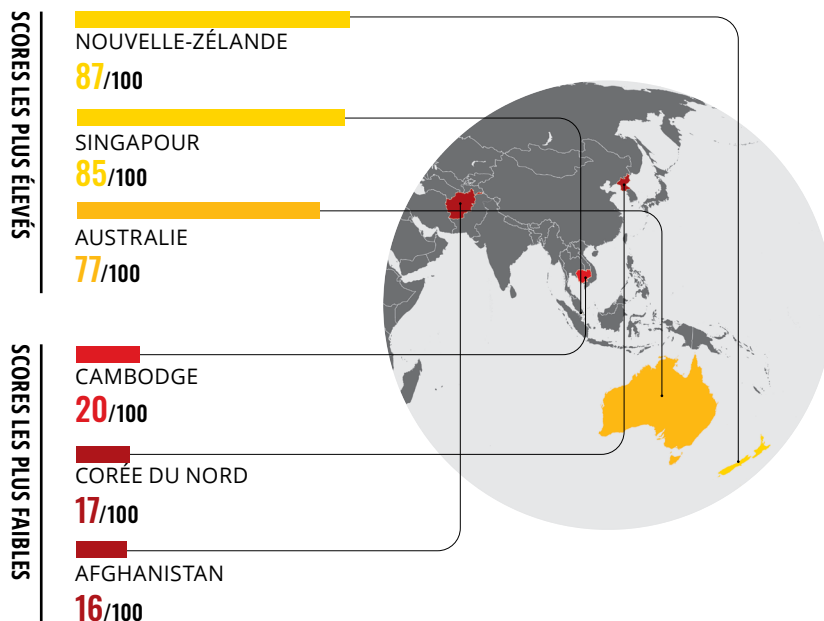
Après plusieurs années consécutives avec un score moyen de 44, la moyenne régionale de 45 obtenue cette année illustre la stagnation généralisée dans la région Asie Pacifique.

31

PAYS ÉVALUÉS

45/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN



Malgré la présence de pays aux scores élevés comme la Nouvelle-Zélande (87), Singapour (85), l'Australie (77), Hong Kong (76) et le Japon (73), la région n'a pas enregistré de progrès substantiels dans les efforts ou les résultats anti-corruption. De plus, les pays aux scores faibles comme l'Afghanistan (16), la Corée du Nord (17) et le Cambodge (20) continuent de mettre en évidence d'importants défis dans la région.

Bien que souvent considérée comme un moteur de l'économie mondiale, la région ne fonctionne que légèrement mieux que la

moyenne mondiale en termes d'intégrité politique et de gouvernance. De nombreux pays considèrent l'ouverture économique comme une voie à suivre, cependant, les gouvernements de la région, de la Chine au Cambodge en passant par le Vietnam, continuent de restreindre la participation aux affaires publiques, de faire taire les voix dissidentes et de garder le processus décisionnel hors de la vigilance du public.²⁷

Compte tenu de ces problèmes, il n'est pas surprenant que des puissances économiques dynamiques comme la Chine (41),

l'Indonésie (40), le Vietnam (37), les Philippines (34) et d'autres continuent de lutter pour venir à bout de la corruption.

Même dans les démocraties, comme l'Australie²⁸ et l'Inde²⁹, un financement politique injuste et opaque et une influence indue dans la prise de décision, ainsi que le lobbying par de puissants groupes d'intérêts d'entreprises, entraînent la stagnation ou le déclin du contrôle de la corruption.

PAYS À SURVEILLER

Indonésie

Avec un score de 40, l'Indonésie a progressé de deux points sur l'IPC. Une économie émergente prometteuse va de pair avec la répression de la société civile et la faiblesse des institutions de surveillance. L'indépendance et l'efficacité de la commission

de lutte contre la corruption en Indonésie le KPK, sont actuellement entravées par le gouvernement.³⁰

La Komisi Pemberantasan Korupsi (KPK), est considérée comme un symbole de progrès et de modernisation, mais subit une perte d'autonomie et de pouvoir.

Paradoxalement, cela contredit les aspirations du gouvernement et le propre programme du président Widodo, qui privilégie les investissements étrangers et une économie en plein essor.³¹ Les problèmes de corruption étant au premier plan, l'Indonésie risque d'effrayer les investisseurs et de ralentir les progrès économiques.



*La réélection du président Joko Widodo a constitué un revers pour l'intégrité politique qui en a surpris plus d'un, sapant l'impressionnante résurgence démocratique et anti-corruption que le pays a connue ces dernières années.*³²

Photo : Adek Berry/AFP

Papouasie-Nouvelle-

Guinée

Avec un score de 28, la Papouasie Nouvelle-Guinée stagne encore dans le classement de l'IPC. Cependant, malgré de faibles performances de l'IPC depuis des années, les récents développements anti-corruption sont encourageants.

À la suite de la destitution de l'ancien Premier ministre O'Neill, qui fait actuellement l'objet d'une enquête pour corruption, le gouvernement a procédé à des changements structurels et a introduit une nouvelle législation pour créer une Commission indépendante contre la corruption (ICAC). Ces petites améliorations donnent aux citoyens une raison d'être optimistes.

Sous la direction actuelle du Premier ministre Marape, le gouvernement devrait maintenir ses engagements antérieurs, ainsi que sa stratégie anti-corruption sur 20 ans établie en 2012, et poursuivre ses efforts pour enquêter sur la corruption, la fraude, les conflits d'intérêts, le népotisme et d'autres actes de corruption et appliquer des sanctions pertinentes.

Des progrès supplémentaires sont nécessaires pour apporter de réels changements en Papouasie Nouvelle-Guinée et les organisations de la société civile doivent rester vigilantes pour demander des comptes au gouvernement.

Photo : David Gray/Reuters



EUROPE DE L'EST & ASIE CENTRALE

La région d'Europe de l'Est et d'Asie centrale se classe en avant-dernière dans l'IPC, avec un score moyen de 35.

19

PAYS ÉVALUÉS

35/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

Dans la région, les pays connaissent une séparation des pouvoirs limitée, un abus des ressources de l'État à des fins électorales, un financement opaque des partis politiques et des conflits d'intérêts.^{33 34}

Seuls trois pays obtiennent des résultats supérieurs à la moyenne mondiale : la Géorgie (56), la Biélorussie (45) et le Monténégro (45). En bas du classement de la région, on trouve le Turkménistan (19), l'Ouzbékistan (25) et le Tadjikistan (25).

Une forte influence politique sur les institutions de surveillance, une indépendance judiciaire insuffisante et une liberté de la presse limitée contribuent à créer une concentration excessive du

SCORES LES PLUS ÉLEVÉS

GÉORGIE

56/100

BIÉLORUSSIE

45/100

MONTÉNÉGRO

45/100

SCORES LES PLUS FAIBLES

TADJIKISTAN

25/100

OUZBÉKISTAN

25/100

TURKMÉNISTAN

19/100



pouvoir dans de nombreux pays de la région.

Malgré leurs aspirations à rejoindre l'Union européenne, les scores ne se sont pas améliorés dans six pays des Balkans occidentaux et en Turquie.

La Turquie (39) a essuyé une baisse significative de 10 points depuis 2012, tandis que la Bosnie-Herzégovine (36) a regressé de six points au cours de la même période. L'absence de volonté politique et le recul de la mise en œuvre des lois et règlements représentent de réels défis.

Depuis 2012, la Biélorussie (45), le Kirghizistan (30) et l'Ouzbékistan (25) ont considérablement progressé sur l'IPC. Cependant,

ces trois États post-soviétiques continuent de subir la captation de l'État et ne parviennent pas à préserver les freins et contrepoids.

Bien que l'Ouzbékistan ait assoupli certaines restrictions imposées aux médias, il demeure l'un des régimes les plus autoritaires du monde.³⁵

La captation de l'État, ou la concentration du pouvoir dans les mains d'intérêts privés reste un autre obstacle majeur dans la région. La corruption ne peut être combattue efficacement que si les dirigeants politiques donnent la priorité aux intérêts publics et donnent l'exemple en matière de transparence.

PAYS À SURVEILLER

Arménie

Avec un score de 42, l'Arménie a progressé de sept points depuis l'année dernière. Après la révolution de 2018 et la formation d'un nouveau parlement, le pays a montré des développements prometteurs dans l'avancement des réformes de la politique anti-corruption.³⁶

Malgré ces améliorations, les conflits d'intérêts et les opérations publiques manquant de transparence restent des obstacles à l'élimination de la corruption dans le pays.³⁷

L'amélioration de l'intégrité politique demandera du temps et des ressources, mais augmenter la confiance du public dans le

respect de la loi et le système judiciaire sont les premières étapes essentielles pour garantir des freins et contrepoids appropriés et améliorer les efforts de lutte contre la corruption.³⁸

En Arménie, la volonté politique et la mise en œuvre de politiques anti-corruption sont importantes, pendant qu'un changement fondamental et urgent de la culture politique et de la gouvernance est crucial.

Photo : Amnat Phuthamrong/shutterstock.com



Kosovo

Avec un score de 36, le Kosovo connaît un changement de pouvoir parlementaire qui pourrait offrir une opportunité d'évolution. Après des années à critiquer le gouvernement et la communauté internationale au Kosovo à cause de leur incapacité à lutter contre la corruption³⁹, le parti de l'autodétermination

(Vetevendosje), qui a récemment remporté la majorité des sièges parlementaires, a la possibilité d'affirmer son engagement dans la lutte contre la corruption.⁴⁰

Pendant la campagne électorale, le parti a été l'un des rares à répondre aux demandes de publication des frais de campagne.

Cependant, il reste à voir si un

nouveau gouvernement sera à la hauteur d'attentes plus élevées concernant l'intégrité politique. Il peut le faire en abandonnant la pratique habituelle des nominations politiques dans les entreprises publiques et en établissant une forte obligation légale de divulgation financière par les partis politiques.



Au Kosovo, le nouveau parlement a la possibilité de combler les lacunes de l'administration précédente et de donner la priorité aux efforts de lutte contre la corruption.

Photo : Albinfo/Wikimedia Commons

MOYEN-ORIENT & AFRIQUE DU NORD

Avec le même score moyen de 39 que l'année dernière, on constate peu de progrès dans l'amélioration du contrôle de la corruption dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

18

PAYS ÉVALUÉS

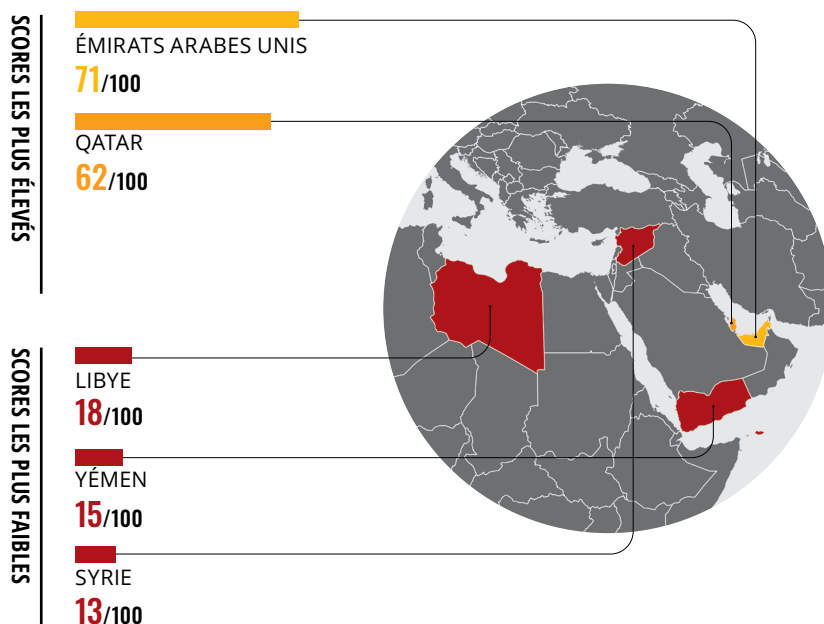
39

/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

Avec un score de 71, les Émirats arabes unis obtiennent le meilleur score de la région, suivis du Qatar (62). Avec 13 et 15 points respectivement, la Syrie et le Yémen occupent les dernières places du classement dans cette région. Les scores de l'IPC des deux pays ont baissé significativement, le Yémen perdant huit points depuis 2012 et la Syrie 13 au cours de la même période.

La région est confrontée à d'importants problèmes de corruption qui mettent en évidence un manque d'intégrité politique. Selon notre publication



récente, Baromètre mondial de la corruption - Moyen-Orient et Afrique du Nord, le Liban compte près d'une personne sur deux qui se voit offrir des pots-de-vin en échange de son vote, tandis que plus d'une personne sur quatre reçoit des menaces si elle ne vote pas d'une certaine manière.⁴¹

Dans une région où des élections justes et démocratiques sont l'exception, la captation de l'État est monnaie courante. Des individus puissants détournent régulièrement des fonds publics dans leurs propres poches au détriment des citoyens ordinaires. La séparation des

pouvoirs est un autre défi : des magistrats indépendants qui pourraient agir comme un contrôle sur le pouvoir exécutif sont rares ou inexistants.⁴²

Pour améliorer la confiance des citoyens dans le gouvernement, les pays doivent mettre en place des institutions transparentes et responsables et poursuivre en justice les actes répréhensibles. Ils devraient également organiser des élections libres et équitables et permettre aux citoyens de s'engager et de participer à la prise de décisions.

PAYS À SURVEILLER

Tunisie

Avec un score de 43, la Tunisie reste au point mort sur l'IPC malgré les avancées de la législation anti-corruption au cours des cinq dernières années. De récentes lois pour protéger les lanceurs d'alerte et améliorer l'accès à l'information, combinées à une plus grande responsabilité sociale et à de meilleurs espaces pour la société civile sont des étapes importantes mais elles ne sont pas suffisantes.

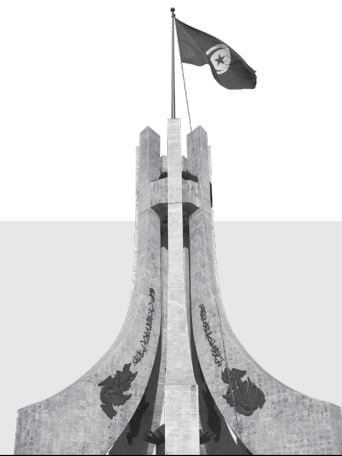
Pour que les lois anti-corruption soient efficaces, des décrets et des arrêtés d'application sont nécessaires de la part de l'exécutif. En outre, les ressources financières et humaines sont essentielles pour renforcer la commission anti-corruption du pays et accroître son indépendance.

À ce jour, peu de dirigeants politiques ont été poursuivis pour corruption⁴³, et la récupération des avoirs volés est lente.⁴⁴

Avoir un système judiciaire indépendant est un autre défi majeur. Bien que la récente création d'un conseil judiciaire soit encourageante, ce dernier n'est pas encore pleinement opérationnel et n'est pas encore totalement indépendant vis-à-vis du pouvoir législatif.⁴⁵

En Tunisie, le manque d'application des lois et des règlements est un défi majeur. Sans mécanismes d'application et sans décrets administratifs appropriés, les lois resteront inefficaces.

Photo : ColorMaker/Shutterstock.com



Arabie Saoudite

Avec un score de 53, l'Arabie saoudite a progressé de quatre points depuis l'année dernière. Cependant, son score ne reflète pas les innombrables problèmes dans le pays, notamment un bilan lamentable en matière de droits de l'homme et de sévères restrictions à l'encontre de journalistes, des activistes

politiques et d'autres citoyens.

En 2017, le prince héritier saoudien Mohammad Bin Salman a procédé à une purge « anti-corruption » dans le cadre de sa réforme du pays. Malgré les allégations du gouvernement selon lesquelles il aurait récupéré environ 106 milliards de dollars de biens volés⁴⁶, il n'y a pas eu de procédure régulière, d'enquête

transparente ou de procès juste et équitable pour les suspects.⁴⁷

Cette année, l'Arabie saoudite prend la présidence du G20. Alors que le pays assume ce rôle de chef de file, il doit mettre fin à la répression des libertés civiles et renforcer les contrôles sur le pouvoir exécutif pour favoriser la transparence et la redevabilité.



Les réformes sociales et économiques qui ont contribué à améliorer l'environnement des affaires en Arabie saoudite et à attirer les investissements étrangers ont été assorties d'un coût élevé au niveau des droits de l'homme.

Photo : Faisal Nasser/Reuters

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'Afrique subsaharienne est la région la moins bien classée sur l'IPC, avec une moyenne de 32, et sa performance dresse un sombre tableau de l'inaction contre la corruption.

49

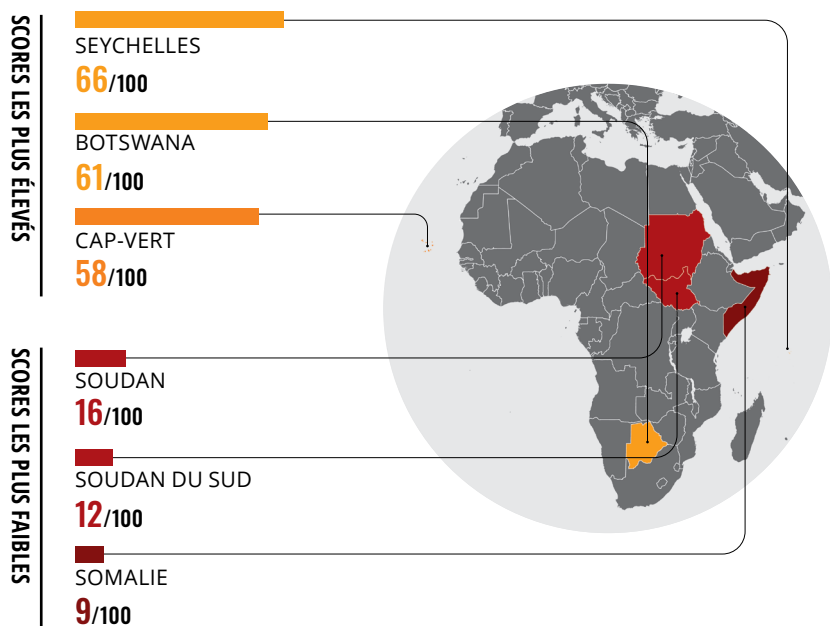
PAYS ÉVALUÉS

32/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

Avec un score de 66, les Seychelles obtiennent la note la plus élevée de la région, suivies du Botswana (61), du Cap-Vert (58), du Rwanda (53) et de Maurice (52). Au bas de l'indice se trouvent la Somalie (9), le Soudan du Sud (12), le Soudan (16) et la Guinée équatoriale (16).

Bien qu'ils aient considérablement progressé depuis 2012, la Côte d'Ivoire (35) et le Sénégal (45) ont encore beaucoup de travail à accomplir. La volonté politique manifestée par les dirigeants des deux pays - qui ont mis en œuvre un certain nombre de réformes juridiques, politiques et institutionnelles clés au début de leurs mandats respectifs - est en



recul depuis 2016.

Depuis 2012, plusieurs pays, dont le Congo (19), le Liberia (28), Madagascar (24) et le Malawi (31) ont considérablement baissé sur l'IPC. Le Congo a fait l'objet de signalements répétés de blanchiment d'argent et de détournement de fonds publics par l'élite politique du pays⁴⁸ sans qu'aucune mesure ne soit prise par les autorités nationales.⁴⁹

À Madagascar, malgré une décision de la Cour constitutionnelle en 2018 contre des amendements électoraux qui favorisaient le président sortant et qualifiés d'inconstitutionnels, l'indépendance

judiciaire demeure une préoccupation.⁵⁰ Plus récemment, l'agence nationale de lutte contre la corruption a intenté une action en justice contre plus de la moitié des parlementaires du pays, accusés de corruption.⁵¹

L'argent est utilisé pour gagner des élections, consolider le pouvoir et favoriser les intérêts personnels. Bien que la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption contienne des dispositions pour prévenir la corruption et encourager la transparence dans le financement des campagnes, leur mise en œuvre est faible.

PAYS À SURVEILLER

Angola

Après quatre décennies de dictature militaire, l'Angola (26) a bondi de sept points dans l'IPC de cette année et a donc réalisé des progrès importants. Cependant, compte tenu de son faible score global, le pays reste bien en dessous de la moyenne mondiale de 43.

Isabel Dos Santos, la fille de

l'ancien président, également connue comme « la femme la plus riche d'Afrique », a été licenciée de son poste de cheffe de l'entreprise publique de pétrole et de gaz Sonangol quelques mois après l'élection du président Lourenço. En décembre 2019, alors que les enquêtes sur les allégations de corruption progressaient, un tribunal angolais a ordonné le

gel des avoirs de Dos Santos.⁵²

Bien que le pays ait récupéré 5 milliards de dollars en actifs volés, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer l'intégrité et promouvoir la transparence dans la comptabilité des revenus pétroliers.⁵³

À la suite d'un changement de régime en 2017, le gouvernement angolais a introduit un ensemble de réformes de gouvernance pour lutter contre la corruption.

Photo : Stephen Eisenhammer/Reuters



Ghana

Connu comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, le Ghana a perdu sept points sur l'IPC depuis 2014, passant de 48 en 2014 à 41 en 2019. Des révélations de corruption à la Haute Cour du Ghana en 2015⁵⁴

et le meurtre du journaliste d'investigation Ahmed Hussein-Suale au début de 2019⁵⁵ jettent de sérieux doutes sur les efforts du pays dans la lutte contre la corruption.

Malgré ces développements, un espoir de changement demeure.

En 2017, le Bureau du Procureur Spécial a été créé afin d'enquêter sur les cas de corruption et d'engager des poursuites judiciaires. En 2019, un projet de loi sur le droit à l'information a également été adopté. Ces efforts, combinés à l'amélioration des performances du bureau du Vérificateur Général, offrent un espoir d'amélioration.



Compte tenu des récents scandales, la corruption devrait figurer en bonne place dans les débats électoraux lors des prochaines élections en 2020.

Photo : demerzel21/iStockphoto.com

EUROPE OCCIDENTALE & UNION EUROPÉENNE

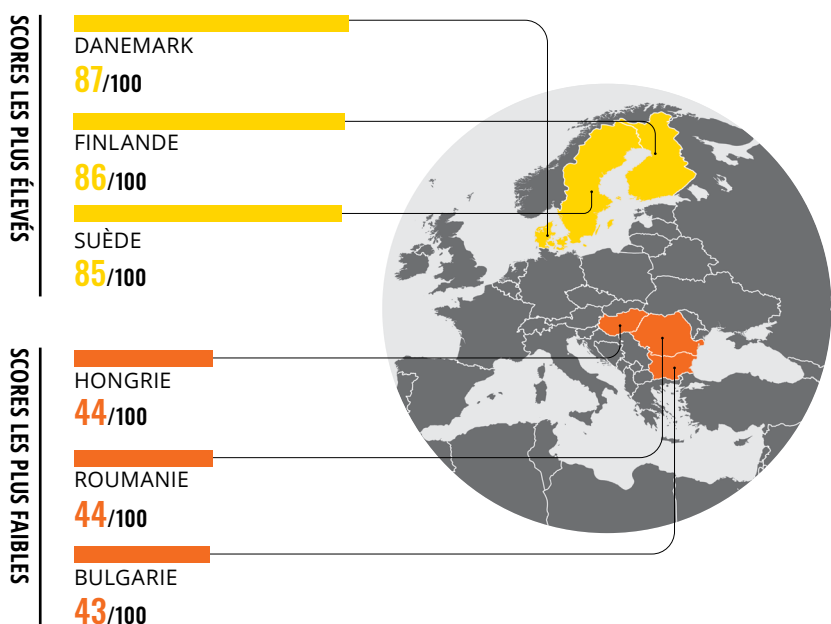
Quatorze des 20 premiers pays de l'IPC de cette année sont d'Europe occidentale et de l'Union européenne, cela inclue neuf pays de l'UE.

31

PAYS ÉVALUÉS

66/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN



En dépit d'être la région la plus performante, avec un score moyen de 66 sur 100, l'Europe occidentale et l'UE ne sont pas à l'abri de la corruption.

Avec 87 points, le Danemark est le pays le plus performant de la région, suivi de la Finlande (86), de la Suède (85) et de la Suisse (85). Au bas du classement de la région se trouvent la Bulgarie (43), la Roumanie (44) et la Hongrie (44).

Avec un score de 53, le score de l'Italie a augmenté de 11 points depuis 2012 tandis que le score de la Grèce (48) a augmenté de 12 points au cours de la même période. Les deux pays ont connu des améliorations concrètes, y

compris des progrès au niveau législatif en Italie avec l'adoption de lois anti-corruption⁵⁶ et la création d'une agence anti-corruption⁵⁷ dans les deux pays.

La plupart des États membres de l'UE post-communistes éprouvent des difficultés à lutter efficacement contre la corruption. Plusieurs pays, dont la Hongrie, la Pologne et la Roumanie, ont pris des mesures pour saper l'indépendance judiciaire, ce qui affaiblit leur capacité à poursuivre les cas de corruption à haut niveau.⁵⁸

En République tchèque (56), de récents scandales impliquant le Premier ministre et ses efforts

pour obtenir des fonds publics pour son entreprise grâce aux subventions de l'UE mettent en évidence un manque étonnant d'intégrité politique.⁵⁹ Ces scandales indiquent également un niveau insuffisant de transparence dans le financement des campagnes électorales.

Les problèmes de conflits d'intérêts, d'abus des ressources de l'État à des fins électorales, de transparence insuffisante concernant les partis politiques et le financement des campagnes, et le manque d'indépendance des médias sont monnaie courante et devraient être des priorités tant pour les gouvernements nationaux que pour l'UE.

PAYS À SURVEILLER

Malte

Avec un score de 54, Malte est en déclin significatif sur l'IPC, perdant six points depuis 2015. Compte tenu de la « paire de machines politiques [qui] ont opéré [depuis des dizaines d'années] en toute impunité sur l'île »⁶⁰, il n'est pas étonnant que deux ans après l'assassinat de la journaliste

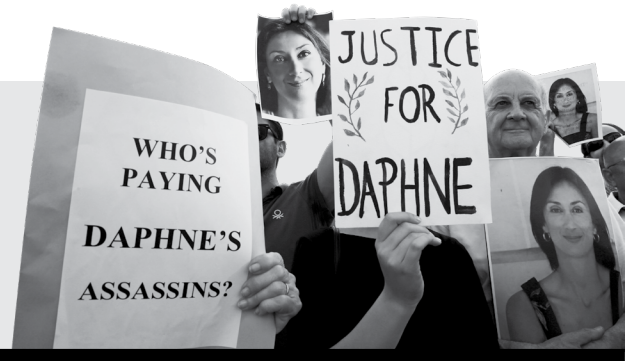
Daphne Caruana Galizia, tuée alors qu'elle faisait des reportages sur la corruption, le pays soit toujours embourbé dans la corruption.

Malgré les appels des citoyens maltais, de la famille de Caruana Galizia et de la communauté internationale pour résoudre l'affaire, le gouvernement a traîné

les pieds pour mener à bien les procédures judiciaires. Plusieurs scandales impliquant les Panama Papers, l'effondrement d'une banque maltaise et le programme des « Golden Visas » qui vend la nationalité maltaise à de riches investisseurs étrangers, peuvent également contribuer au déclin de Malte sur l'IPC.

À Malte, la corruption porte atteinte à l'État de droit. Un manque significatif d'intégrité politique contribue à ce que les politiques et autres individus cachent des richesses illicites derrière des sociétés secrètes.

Photo : Darrin Zammit Lupi/Reuters



Estonie

Au cours de la dernière décennie, l'Estonie (74) a connu une hausse stable de l'IPC. Le pays a considérablement progressé en augmentant son score de 10 points depuis 2012. Un cadre législatif complet, des institutions indépendantes et des outils en ligne efficaces

permettent de réduire la petite corruption et de rendre le financement des partis politiques ouvert et transparent. Il reste toutefois nécessaire de définir et de réglementer légalement le lobbying afin de prévenir et détecter une influence indue sur l'élaboration des politiques.

Bien que la corruption dans le secteur privé ne figure pas dans

l'IPC, de récents scandales de blanchiment d'argent impliquant la succursale estonienne de Danske Bank démontrent un besoin accru d'intégrité et de responsabilité dans les secteurs bancaire et des affaires.⁶¹ Le scandale met également en évidence la nécessité d'améliorer et de renforcer la surveillance anti-blanchiment d'argent à l'échelle de l'UE.⁶²



Les institutions publiques estoniennes se caractérisent en grande partie par des niveaux élevés d'intégrité et de transparence.

Photo : Kollawat Somsri/shutterstock.com

PROBLÈMES AU SOMMET

Les pays les mieux classés sur l'IPC comme le Danemark, la Suisse et l'Islande ne sont pas à l'abri de la corruption. Bien que l'IPC montre que les secteurs publics de ces pays sont parmi les moins corrompus au monde, la corruption existe toujours, en particulier dans les cas de blanchiment d'argent et d'autres formes de corruption du secteur privé.

Les économies nordiques se distinguent par leurs scores élevés sur l'IPC, le Danemark (87), la Finlande (86), la Suède (85), la Norvège (84) et l'Islande (78) occupant cinq des 11 premières places.

Cependant, l'intégrité nationale ne se reflète pas toujours à l'international et en 2019, de nombreux scandales ont démontré que la corruption transnationale est souvent facilitée, permise et perpétuée par des pays nordiques en apparence exempts de corruption.

Malgré des amendes et des poursuites très médiatisées, nos recherches montrent que l'application des lois sur la corruption transnationale dans les pays de l'OCDE est extrêmement faible.⁶³ Le rôle démesuré que certaines entreprises jouent dans les économies nationales de ces pays leur confèrent un soutien politique qui triomphe trop souvent d'une véritable redevabilité. Certaines banques et entreprises ne sont pas simplement trop grandes pour faire faillite - elles sont également trop puissantes pour payer. La surveillance de la lutte contre le blanchiment d'argent et les

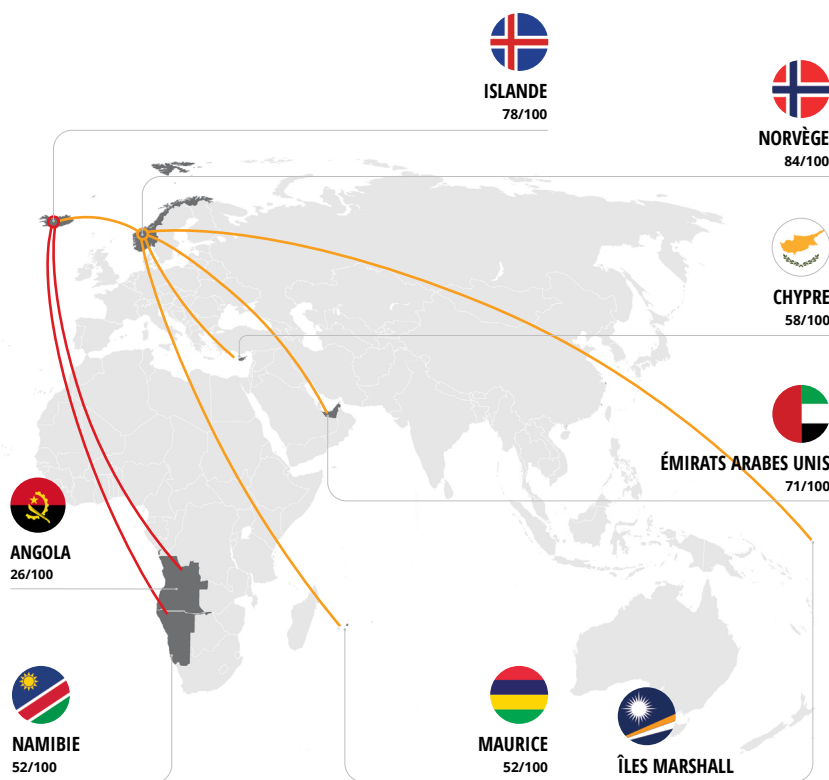
sanctions en cas d'infraction sont souvent incohérentes et inefficaces.

L'IPC souligne les domaines où des efforts anti-corruption plus importants sont nécessaires à travers le monde. Il met l'accent sur les domaines dans lesquels les entreprises devraient faire preuve de la plus grande responsabilité pour promouvoir l'intégrité et la redevabilité, ainsi que sur les domaines où les gouvernements doivent éliminer toute influence induite d'intérêts privés qui peuvent avoir un impact dévastateur sur le développement durable.

LES FISHROT FILES

En novembre, l'enquête sur les Fishrot Files a révélé que Samherji, l'un des plus grands conglomérats de pêche d'Islande, aurait soudoyé des fonctionnaires du gouvernement namibien (52) pour obtenir des droits sur des quotas de pêche massive. L'entreprise a créé des sociétés écrans dans des paradis fiscaux tels que les Émirats arabes unis (71), Maurice (52), Chypre (58) et les Îles Marshall, dont certaines auraient été utilisées pour blanchir le produit de transactions frauduleuses. De nombreux fonds ont terminé dans des comptes d'une banque publique norvégienne, la DNB.⁶⁴

— corruption
— financements illicites



CORRUPTION DANS LES TELECOM

L'année dernière, le géant suédois des télécommunications, Ericsson, a accepté de payer plus d'un milliard de dollars pour régler une affaire de corruption transnationale concernant sa campagne de 16 ans de « cash for contracts » (des contrats contre de l'argent) affectant la Chine (41), Djibouti (30), le Koweït (40), l'Indonésie (40) et le Vietnam (37). Il s'agit de la deuxième plus grosse amende payée aux autorités américaines.⁶⁵

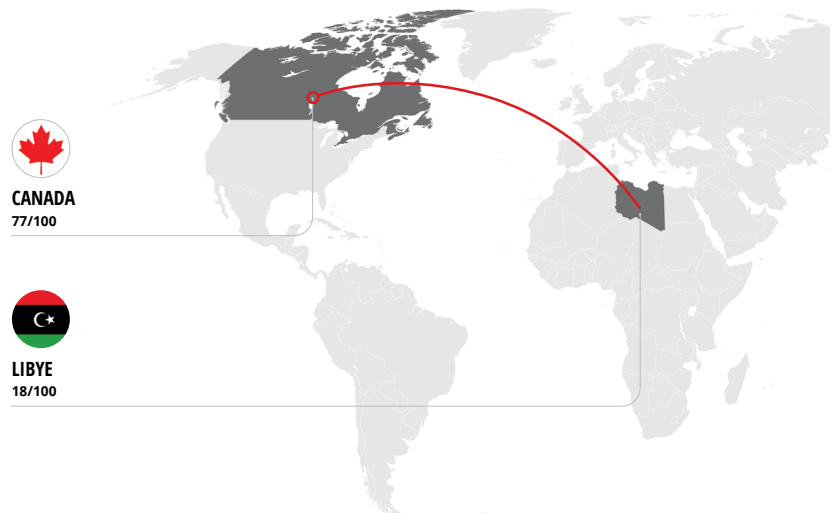
— corruption



L'AFFAIRE SNC-LAVALIN

Au Canada (77), en baisse de quatre points depuis l'an dernier, un ancien cadre de l'entreprise de construction SNC-Lavalin a été condamné en décembre pour des pots-de-vin versés par l'entreprise à la Libye (18).

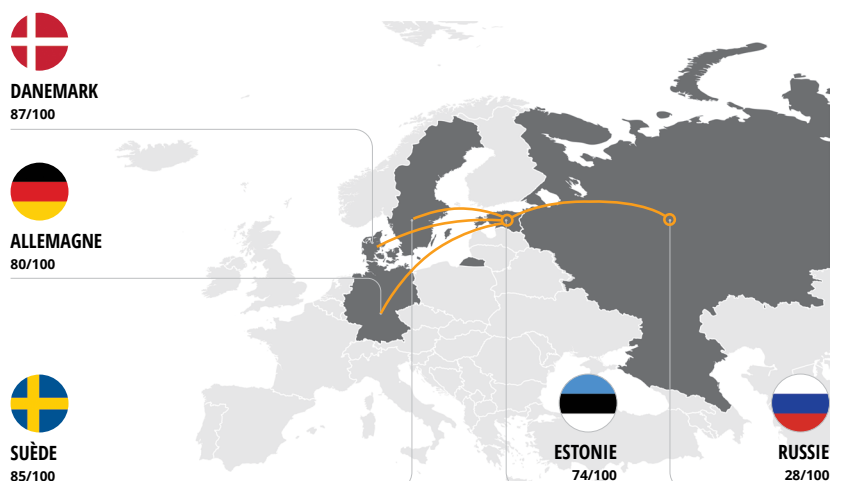
— corruption



LE SCANDALE DE LA DANSKE BANK

À la suite du scandale de blanchiment d'argent à la Danske Bank, la plus grande banque du Danemark (87), de grandes banques comme la Swedbank en Suède (85) et la Deutsche Bank en Allemagne (80), auraient fait l'objet d'une enquête en 2019 pour leur rôle dans le traitement des paiements suspects de clients non résidents à haut-risque, principalement de Russie (28), via l'Estonie (74).

— financements illicites



MÉTHODOLOGIE

L'Indice de Perception de la Corruption (IPC) regroupe des données provenant de différentes sources qui rendent compte des perceptions par les chefs d'entreprise et les experts nationaux du niveau de corruption présent dans le secteur public. Le calcul de l'IPC suit les étapes suivantes :

1. Sélectionner les sources de données. Chaque source de données retenue pour constituer l'IPC doit remplir les critères suivants pour être considérée comme étant une source valide :

- + Quantifier les perceptions de la corruption dans le secteur public
- + Reposer sur une méthodologie fiable et valide
- + Être effectuée par une institution crédible
- + Prévoir une variation suffisante des notes pour faire une distinction entre les pays

- + Attribuer des notes à un nombre important de pays
- + La note est donnée par des experts nationaux ou des chefs d'entreprise
- + L'évaluation est fréquemment répétée

L'IPC 2019 est calculé à l'aide de 13 sources de données différentes provenant de 12 institutions différentes qui saisissent les perceptions de la corruption relevées au cours des deux dernières années.

2. Standardiser les sources de données sur une échelle de 0 à 100. Cette standardisation se fait en soustrayant la moyenne de chaque source dans l'année de référence de chaque note de pays, puis en divisant par l'écart type de cette source dans l'année de référence. Cette opération de soustraction et de division utilisant les paramètres de l'année de référence garantit que les notes de l'IPC sont comparables d'une année

sur l'autre depuis 2012. Suite à cette procédure, les notes standardisées sont converties à l'échelle de l'IPC en multipliant par la valeur de l'écart type de l'IPC en 2012 (20) et en ajoutant la moyenne de l'IPC en 2012 (45), de sorte que l'ensemble de données corresponde à l'échelle 0 à 100 de l'IPC.

3. Calculer la moyenne. Pour qu'un pays ou qu'un territoire soit inclus dans l'IPC, un minimum de trois sources doivent évaluer ce pays. La note d'un pays couvert dans l'IPC est ensuite calculée comme la moyenne de toutes les notes standardisées disponibles pour ce pays. Les notes sont arrondies à des nombres entiers.

4. Signaler une mesure d'incertitude. L'IPC s'accompagne d'une erreur-type et d'un intervalle de confiance. Ceux-ci saisissent la variation des notes des sources de données disponibles pour ce pays/territoire.

ENDNOTES

1 Selon la variable *Pouvoir distribué par le groupe social* (v2pepwrSOC) dans *Varieties of Democracy*, <https://www.v-dem.net/en/data/data-version-9/>

2 Electoral Integrity Project, *Perceptions of US Electoral Integrity*, mai 2019, <https://www.electoralintegrityproject.com/data>

3 Ces données sont issues de la variable "v2eldonate" de l'ensemble des données de VDEM, qui évalue le degré de transparence concernant les donations dans des campagnes électorales nationales. Les réponses à la question varient de 0 (aucune exigence de transparence) à 4 (exigences complètes qui sont systématiquement respectées et appliquées). Pour que les données puissent être mieux visualisées, les catégories 0 et 1 ont été fusionnées.

4 OSCE, *Bosnia and Herzegovina General Elections: ODIHR Election Observation Mission Final Report*, 2019, <https://www.osce.org/odihr/elections/bih/389537>

5 Kalinowski, T., Rhyu, S.Y. et Croissant, A, *South Korea Report: Sustainable Governance Indicators 2019*. Bertelsmann Stiftung, 2019, https://www.sgi-network.org/2019/South_Korea

6 Bertelsmann Stiftung, *BTI 2018 Country Report — Côte d'Ivoire*. Bertelsmann Stiftung, 2018, https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Cote_d_Ivoire.pdf

7 Ces données sont issues de la variable "v2dlconslt" de l'ensemble

des données de VDEM, qui évalue le degré de consultation quand des changements politiques sont envisagés. Les réponses à la question varient de 0 (aucune consultation) à 5 (consultations complètes impliquant l'ensemble du spectre ainsi que d'autres acteurs pertinents (entreprises et société civile). Pour que les données puissent être mieux visualisées, les catégories ont été fusionnées en seulement trois catégories : consultations avec des groupes proches du gouvernement ; consultations avec des groupes politiques qui ne sont pas au gouvernement ; consultations avec un plus large éventail d'acteurs.

8 Freedom House, *Freedom in the World 2019: Nicaragua*, février 2019, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/nicaragua>

9 Freedom House, *Freedom in the World 2019: Ecuador*, février 2019, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/ecuador>

10 Freedom House, *Freedom in the World 2019: Turkey*, février 2019, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/turkey>

11 Transparency International, *25 corruption scandals that shook the world*, juillet 2019, https://www.transparency.org/news/feature/25_corruption_scandals

12 Deutsche Welle, *Odebrecht bribed across Latin America*, December 2016, <https://www.dw.com/en/odebrecht-bribed-across-latin-america/a-36887600>

13 Transparency International, *Baromètre mondial de la corruption – Amérique latine et Caraïbes*, septembre 2019, <https://www.transparency.org/gcb10/latin-america-and-the-caribbean>

14 Cámara De Diputados Del H. Congreso De La Unión, *Ley Orgánica De La Fiscalía General De La República*, décembre 2018, http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LOFGR_201218.pdf

15 Milken Institute Review, *Authoritarian Populism Loses Its Glow in Nicaragua*, juillet 2018, <https://www.milkenreview.org/articles/authoritarian-populism-loses-its-glow-in-nicaragua>

16 Thomas, Troy, *Optimism about fighting corruption in Guyana*, septembre 2019, <https://voices.transparency.org/optimism-about-fighting-corruption-in-guyana-f5307f402344>

17 Pew Research Center. *Public Trust in Government: 1958-2019*, avril 2019, <https://www.people-press.org/2019/04/11/public-trust-in-government-1958-2019/>

18 The New York Times. *Clash Between Trump and House Democrats Poses Threat to Constitutional Order*, mai 2019, <https://www.nytimes.com/2019/05/07/us/politics/trump-democrats.html>

19 Open Secrets, *Lobbying spending reaches \$3.4 billion in 2018, highest in 8 years*, janvier 2019, <https://www.opensecrets.org/news/2019/01/lobbying-spending-reaches-3-4-billion->

in-18/

20 Fact Coalition, *Incorporation Transparency*, <https://thefactcoalition.org/issues/incorporation-transparency>

21 Bloomberg, *Trump Team's Conflicts and Scandals: An Interactive Guide*, mars 2019, <https://www.bloomberg.com/graphics/trump-administration-conflicts/>

22 The New York Times, *Trump 'Ignored and Injured' the National Interest, Democrats Charge in Impeachment Articles*, décembre 2019, <https://www.nytimes.com/2019/12/10/us/politics/trump-impeachment-articles.html>

23 Politico, *GOP Rep. Louie Gohmert publicly identifies person purported to be whistleblower*, décembre 2019, <https://www.politico.com/news/2019/12/11/gohmert-whistleblower-impeachment-083234>

24 France, Guilherme, *Brazil: setbacks in the legal and institutional anti-corruption frameworks*. Transparency International, novembre 2019, https://www.transparency.org/whatwedo/publication/brazil_setbacks_in_the_legal_and_institutional_anti_corruption_frameworks

25 Martini, Máira, *Brazil's Supreme Court halts anti-money laundering investigations*, juillet 2019, <https://voices.transparency.org/the-role-of-financial-intelligence-units-and-the-fight-against-corruption-in-brazil-e745f1c8e749>

26 Folha de Sao Paulo, *Dodge compara STF a 'tribunal de exceção' e vê inquérito das fake news como ilegal*, août 2019, <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2019/08/dodge-compara-stf-a-tribunal-de-excecao-e-ve-inquerito-das-fake-news-como-ilegal.shtml>

27 Freedom House, *Regions: Asia-Pacific*, 2019, <https://freedomhouse.org/regions/asia-pacific>

28 The Conversation, *Australia's political lobbying regime is broken*

and needs urgent reform, septembre 2018, <https://theconversation.com/australias-political-lobbying-regime-is-broken-and-needs-urgent-reform-123003>

29 Quartz, *Here's why India's electoral bonds make political funding even more opaque*, avril 2019, <https://qz.com/india/1593577/modis-electoral-bonds-make-2019-indian-election-funding-opaque/>

30 Asia Times, *End of an anti-corruption era in Indonesia*, janvier 2020, <https://www.asiatimes.com/2020/01/article/end-of-an-anti-corruption-era-in-indonesia/>

31 Center for Strategic and International Studies, *Jokowi 2.0: Policy, Politics, and Prospects for Reform*, octobre 2019, <https://www.csis.org/analysis/jokowi-20-policy-politics-and-prospects-reform>

32 The Jakarta Post, *Indonesia has reasons for optimism despite democratic setbacks*, décembre 2019, <https://www.thejakartapost.com/news/2019/12/10/indonesia-has-reasons-for-optimism-despite-democratic-setbacks.html>

33 Brookings Institution, *The Anatomy Of Illiberal States: Assessing And Responding To Democratic Decline In Turkey And Central Europe*, février 2019, <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2019/02/illiberal-states-web.pdf>

34 International Institute for Democracy and Electoral Assistance, *The Global State of Democracy 2019*, novembre 2019, <https://www.idea.int/publications/catalogue/global-state-of-democracy-2019>

35 Freedom House, *Freedom in the World 2019: Uzbekistan*, février 2019, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/uzbekistan>

36 OCCRP, *Armenia Continues Systemic Anti-Corruption Campaign*, juillet 2018, <https://www.occrp.org/en/27-ccwatch/cc-watch-briefs/8395-armenia-continues-systemic-anti-corruption-campaign>

37 OECD, *Anti-corruption reforms in Armenia: 4th round of monitoring of the Istanbul Anti-Corruption Action Plan*, juillet 2018, <https://www.oecd.org/corruption/acn/OECD-ACN-Armenia-4th-Round-Monitoring-Report-July-2018-ENG.pdf>

38 Transparency International Armenia, *Statement on International Anti-corruption Day*, décembre 2019, <https://transparency.am/en/news/view/2943>

39 Financial Times, *Kosovo 'enslaved from within' by corruption, says incoming PM*, décembre 2019, <https://www.ft.com/content/ddc2f794-060e-11ea-a984-fbbacad9e7dd>

40 Al Jazeera, *'New chapter': What a left-wing victory means for Kosovo*, octobre 2019, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/chapter-left-wing-victory-means-kosovo-191007084722337.html>

41 Transparency International, *Baromètre mondial de la corruption – Moyen-Orient et Afrique du Nord 2019*, décembre 2019, <https://www.transparency.org/gcb10/middle-east-and-north-africa>

42 International Institute for Democracy and Electoral Assistance, *The Global State of Democracy 2019*, novembre 2019, <https://www.idea.int/publications/catalogue/global-state-of-democracy-2019>

43 Independent Arabia, *We are headed towards a "mafia state"*, mai 2019, <http://bit.ly/2sssRW8>

44 Mosaique FM, *Rahmani: These are the reasons for the slow pace of the recovery of looted funds*, juin 2019, <http://bit.ly/2FL8aaQ>

45 Al-Quds-Al-Arabi, *Was the independence of the judicial council achieved after the revolution?*, septembre 2019, <http://bit.ly/30lsidi>

46 The Guardian, *Saudi Arabia claims anti-corruption purge recouped \$100bn*, janvier 2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/jan/30/anti-corruption-purge-nets-more-than-100bn-saudi-arabia-claims>

- 47 Human Rights Watch, *Saudi Arabia: Clarify Status of 'Corruption' Detainees*, février 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/02/18/saudi-arabia-clarify-status-corruption-detainees>
- 48 Quartz, *Congo Brazzaville's 'first son' laundered \$50 million through six European countries – report*, août 2019, <https://qz.com/africa/1682083/congo-brazzaville-president-son-accused-of-laundering-50m/>
- 49 Freedom House, *Freedom in the World 2019: Republic of Congo*, février 2019, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/congo-republic-brazzaville>
- 50 Freedom House, *Freedom in the World 2019: Madagascar*, février 2019, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/madagascar>
- 51 OCCRP, *Over Half of Madagascar's MPs Accused of Corruption*, mai 2019, <https://www.occrp.org/en/daily/9765-over-half-of-madagascar-s-mp-s-accused-of-corruption>
- 52 Deutsche Welle, *Angola: The fall of the dos Santos clan*, septembre 2018, <https://www.dw.com/en/angola-the-fall-of-the-dos-santos-clan/a-45646757>
- 53 Al Jazeera, *Angola recovers more than \$5bn in stolen assets*, décembre 2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/12/angola-recovers-5bn-stolen-assets-191217172830128.html>
- 54 Reuters, *Ghana suspends seven high court judges over corruption accusations*, octobre 2015, <https://www.reuters.com/article/us-ghana-judiciary/ghana-suspends-seven-high-court-judges-over-corruption-accusations-idUSKCN0S002U20151006>
- 55 BBC News, *Murder in Accra: The life and death of Ahmed Hussein-Suale*, January 2019, <https://www.bbc.com/news/world-africa-47002878>
- 56 Reuters, *Italy parliament approves corruption crackdown in win for 5-Star*, décembre 2018, <https://www.reuters.com/article/us-italy-corruption-law/italy-parliament-approves-corruption-crackdown-in-win-for-5-star-idUSKBN1OH25B>
- 57 OCCRP, *Greece: New Government Forms Anti-Graft Body*, août 2018, <https://www.occrp.org/en/27-ccwatch/cc-watch-briefs/10588-greece-new-government-forms-anti-graft-body>
- 58 Reuters, *EU targets Poland, Romania with defense of judicial independence*, avril 2019, <https://www.reuters.com/article/us-eu-poland-judiciary/eu-targets-poland-romania-with-defense-of-judicial-independence-idUSKCN1RF14V>
- 59 Transparency International, *European commission confirms Czech Prime Minister Andrej Babiš has conflict of interest*, juin 2019, https://www.transparency.org/news/pressrelease/european_commission_confirms_czech_prime_minister_andrej_babish_has_conflic
- 60 The Guardian, *Malta's corruption is not just in the heart of government, it's the entire body*, décembre 2019, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/dec/03/malta-corruption-daphne-caruana-galizia-murder>
- 61 Martini, Maira, *Why Danske Bank Estonia appears in so many money-laundering scandals*, août 2018, <https://voices.transparency.org/why-danske-bank-estonia-appears-in-so-many-money-laundering-scandals-424047fe987c>
- 62 Brillaud, Laure and Martini, Maira, *The case for an EU anti-money laundering agency is clear: will the EU take action?*, décembre 2019, <https://voices.transparency.org/the-case-for-an-eu-anti-money-laundering-agency-is-clear-will-the-eu-take-action-a12133d59896>
- 63 Dell, Gillian and McDevitt, Andrew, *Exporting Corruption - Progress Report 2018: Assessing enforcement of the OECD anti-bribery convention*. Transparency International, septembre 2018, https://www.transparency.org/whatwedo/publication/exporting_corruption_2018
- 64 Stundin, *An Icelandic fishing company bribed officials in Namibia and used Norway's largest bank to transfer 70 million dollars to a tax haven*, novembre 2019, <https://stundin.is/grein/9920/?sfns=mo>
- 65 BBC News, *Sweden's Ericsson to pay over \$1bn to settle US corruption probe*, décembre 2019, <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-50695438>

JOIGNEZ-VOUS À NOUS

PARTICIPEZ

Utilisez les réseaux sociaux pour nous suivre, donner votre avis et parler de la corruption avec des citoyens du monde entier.

**facebook.com/TransparencyInternational/
twitter.com/anticorruption/
linkedin.com/company/transparency-international/
instagram.com/Transparency_International/
youtube.com/user/TransparencyIntl/**

APPRENEZ

Consultez notre site Internet pour découvrir le travail que nous menons dans plus de 100 pays et inscrivez-vous pour recevoir les dernières informations sur la lutte contre la corruption.

transparency.org

DONNEZ

Votre don nous aidera à soutenir les milliers de victimes de la corruption, à élaborer de nouveaux outils, à mener des études et à faire tenir aux États et aux entreprises leurs promesses. Nous voulons bâtir un monde meilleur et plus juste. Avec votre aide, nous pouvons y parvenir.

transparency.org/donate



Transparency International
International Secretariat
Alt-Moabit 96, 10559 Berlin, Allemagne

Téléphone: +49 30 34 38 200
Fax: +49 30 34 70 39 12

ti@transparency.org
www.transparency.org

Blog : voices.transparency.org
Facebook : [/transparencyinternational](https://www.facebook.com/transparencyinternational)
Twitter : [@anticorruption](https://twitter.com/anticorruption)